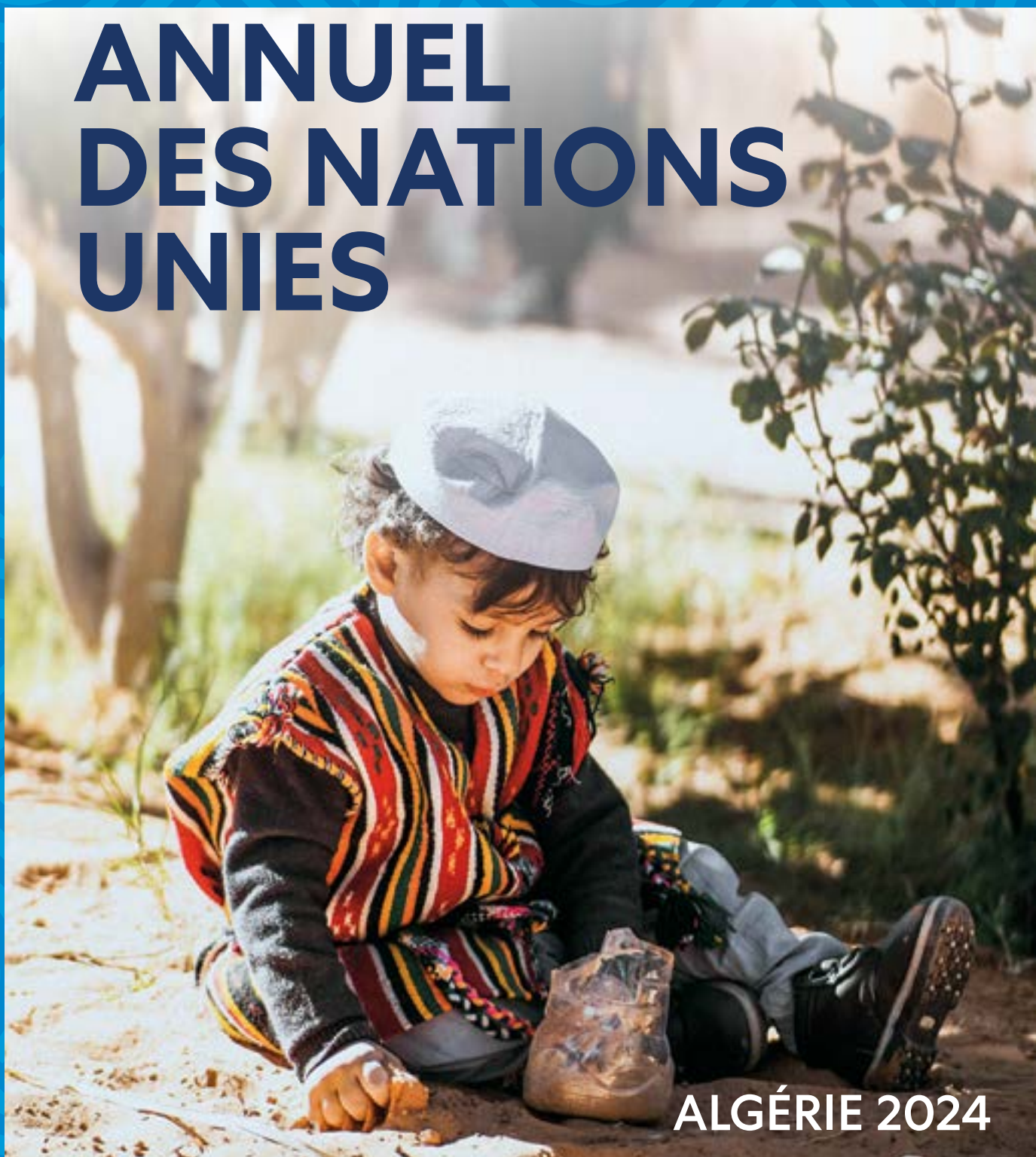




NATIONS UNIES
ALGERIE



RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES



ALGÉRIE 2024



NATIONS UNIES
ALGERIE



RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES

ALGÉRIE 2024

TABLE DES MATIÈRES



CHAPITRE 03

RÉSULTATS DE LA RÉPONSE
HUMANITAIRE EN FAVEUR
DES RÉFUGIÉS, DEMANDEURS
D'ASILE ET DES MIGRANTS

P.40



CHAPITRE 01

DÉVELOPPEMENTS DANS
LE CONTEXTE NATIONAL

P.10

RÉSULTATS DU CADRE
DE COOPÉRATION POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE
2023 - 2027

P.14

Axe 1 :
Diversification Économique
et la Promotion de
l'Investissement

P.18

Axe 2 :
Gouvernance

P.24

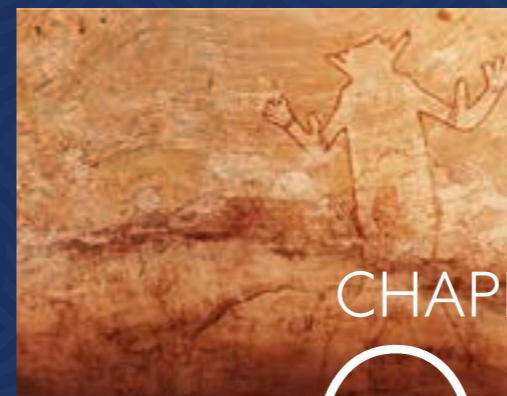
Axe 3 :
Développement
Humain et Social

P.30

Axe 4 :
Environnement, la
Transition Énergétique et
les Économies d'Énergie

P.36

CHAPITRE 02



CHAPITRE 05

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES
ET FINANCIERS

P.58

CHAPITRE 04

RÉSULTATS DU TRAVAIL
CONJOINT DU SNU

P.48



PARTENARIATS ET
MOBILISATION DE RESSOURCES

P.52

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES
ET FINANCIERS

P.58

CHAPITRE 06





ALEJANDRO ALVAREZ AVANT-PROPOS

Coordonnateur Résident
des Nations Unies en Algérie

À l'achèvement d'une année importante pour le Système des Nations Unies en Algérie, nous sommes fiers de présenter le rapport annuel qui documente les avancées significatives et les défis relevés en 2023, une année de transformation et de renforcement des engagements communs envers le développement durable et la prospérité partagée.

Cette année a été marquée par le début de la mise en œuvre du Cadre de Coopération pour le Développement Durable 2023-2027, une feuille de route ambitieuse qui aligne notre action collective avec les priorités nationales et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. Grâce à une collaboration étroite avec le Gouvernement algérien et l'ensemble de nos partenaires, nous avons pu initier et consolider des initiatives stratégiques visant à promouvoir la diversification économique, renforcer la gouvernance, améliorer le développement humain et social, protéger l'environnement et favoriser la transition énergétique et les économies d'énergie.

L'Algérie a continué de faire preuve d'un engagement résolu envers le développement durable, en témoignent les avancées significatives dans les domaines de la gouvernance, de la santé publique, de l'éducation et de la réponse aux enjeux climatiques. Notre partenariat a également été renforcé par une volonté partagée d'adresser les défis humanitaires, notamment à travers

une réponse coordonnée en faveur des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants.

Le rapport souligne les résultats tangibles obtenus grâce à une approche intégrée et multisectorielle, reflétant les efforts conjoints des agences des Nations Unies, du Gouvernement algérien, des partenaires de développement et de la société civile. Il met en lumière notre engagement commun envers une Algérie résiliente, inclusive et prospère.

Un moment clé de cette année a été le lancement du Plan de Réponse pour les Réfugiés Sahraouis, marquant notre engagement profond envers les populations vulnérables. Cette initiative reflète notre détermination à améliorer les conditions de vie des réfugiés sahraouis par le biais d'actions humanitaires coordonnées et efficaces.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous les partenaires pour leur engagement, leur soutien et leur collaboration fructueuse. Ensemble, nous avons posé les bases solides pour des progrès durables et inclusifs, ouvrant la voie à un avenir meilleur pour tous en Algérie.

En vous souhaitant une lecture enrichissante, je réitère notre engagement inébranlable envers le peuple algérien et notre volonté continue de travailler main dans la main pour réaliser nos objectifs communs de paix, de prospérité et de développement durable.

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



NOS PARTENAIRES

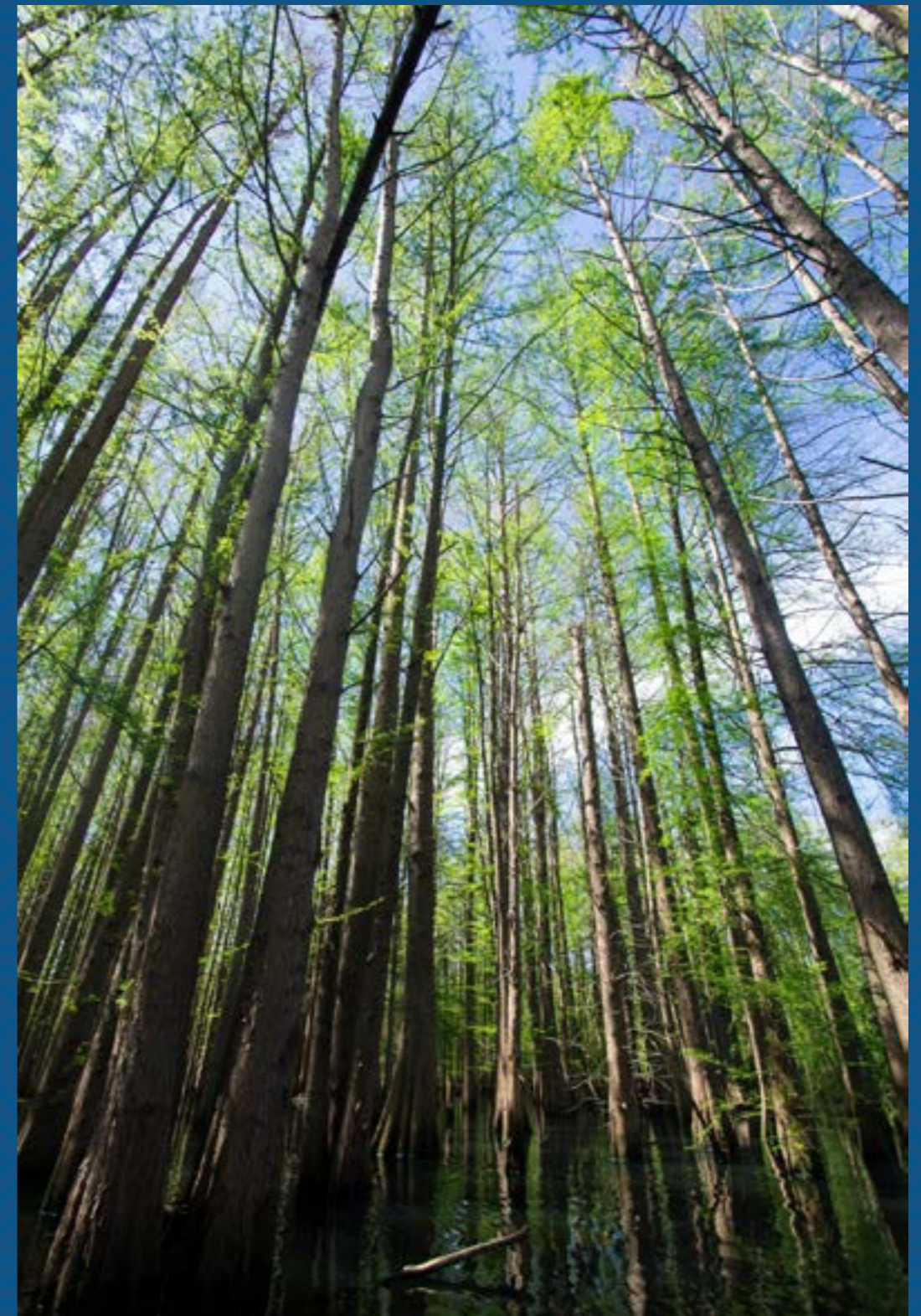
Partenaires Gouvernementaux :

- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
- Ministère de l'hydraulique
- Ministère de l'Industrie et la Production Pharmaceutique
- Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire
- Ministère de la Culture
- Ministère de la Défense
- Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Économie de la Connaissance, Des Start-Up et des Micro-Entreprises
- Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables
- Ministère des Affaires Étrangères et de la communauté nationale à l'étranger
- Ministère des Affaires religieuses et Wafks
- Ministère des Finances
- Ministère du Commerce et de la Promotion et des Exportations
- Ministère du Tourisme et de l'Artisanat
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale
- Ministères de l'Éducation Nationale
- Agence Algérienne de Coopération Internationale pour la Solidarité et le Développement
- Cour Constitutionnelle de l'Algérie
- Office national des droits d'auteur et des droits voisins
- Haut Conseil de la Jeunesse
- Institut national algérien de propriété industrielle
- Haute autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption

Société civile :

- Asociacion de Trabajadores y Técnicos sin Fronteras
- Association Adwaa Rights for Human rights and Democracy
- Association Enfants Réfugiés du Monde
- Association Femmes Action Développement
- Association INSAF
- Comité international pour le Développement des Peuples
- Confédération Générale des Entreprises Algériennes
- Croissant Rouge Algérien
- Croissant Rouge Sahraoui
- Danish Refugee Council
- INFOCOM Jeunes
- Association Nationale des Echanges entre Jeunes
- Movement for Peace, Disarmament & Liberty
- Observatoire National de la Société Civile
- Oxfam
- Scouts Musulman Algerie
- Solidaridad Internacional Andalucia
- Temkin
- Triangle génération humanitaire
- Union Générale des Travailleurs Algériens
- Universidad Autonoma de Madrid

Partenaires Financiers :



An aerial photograph of a village built on a steep, rocky hillside. The central feature is a large, white mosque with two tall, slender minarets and a blue dome. The surrounding buildings are made of stone and have terracotta roofs. The hillside is covered in green trees and shrubs. The background shows more of the rugged, forested hills.

CHAPITRE

01

DÉVELOPPEMENTS
DANS LE CONTEXTE
NATIONAL

CHIFFRES CLÉS



0,745 INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

Rapport sur le développement humain dans le monde 2021



76,5 ANS
ESPÉRANCE DE VIE
ONS 2022



45 MILLIONS
Démographie
ONS 2022



18,9/1000
MORTALITÉ INFANTILE
APS 2022



48,5/100000
MORTALITÉ MATERNELLE
APS 2021



11,40% TAUX DE CHÔMAGE
ONS 2019



9,30% INFLATION
ONS 2022

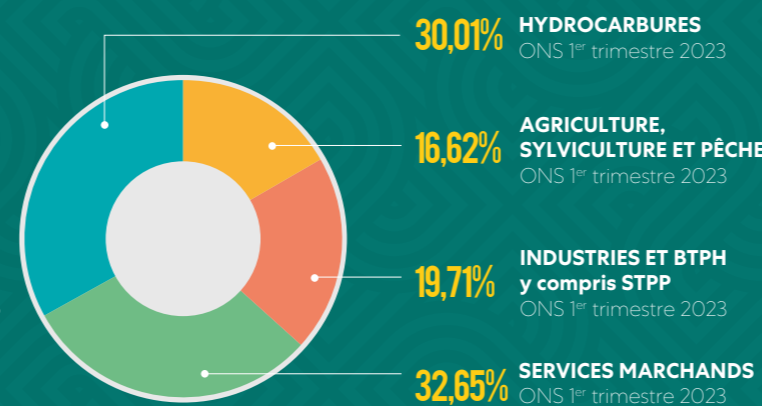


3,20% TAUX DE CROISSANCE
ONS 2022

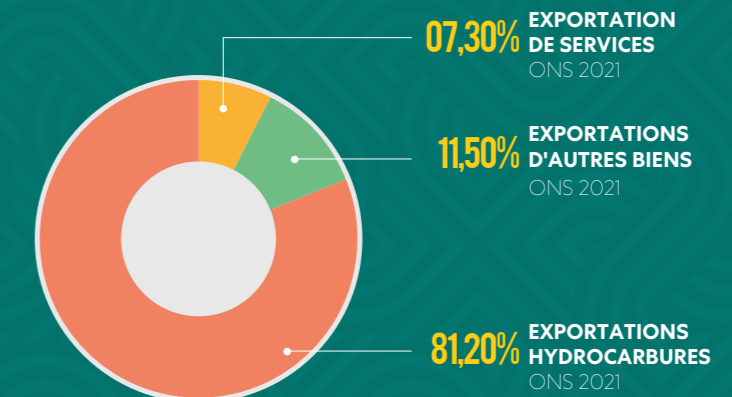


197,9 PIB - Mds USD
Banque Mondiale 2023

RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB 2023



EXPORTATIONS



En 2023, l'Algérie a poursuivi sa dynamique de réforme et de dialogue sous l'égide du Président Abdelmadjid Tebboune.

L'année a été caractérisée par d'importantes consultations politiques destinées à façonner une Algérie nouvelle basée sur la concertation et la démocratie.

Sur le plan économique, la production d'hydrocarbures continue de dominer l'économie algérienne contribuant à 19 % du PIB et représentant 93 % des exportations

de marchandises. Toutefois, en réponse à la nécessité de diversification, le pays a enregistré une croissance économique encourageante, impulsée par une remontée post-COVID de la production d'hydrocarbures. Le FMI a projeté une croissance de 4,2 % pour l'année, soutenue par des secteurs clés tels que l'industrie et les services. Les réserves de change ont également connu une augmentation significative, passant de 53,3 milliards USD en septembre 2022 à 85 milliards USD fin 2023.

Les efforts de diversification économique ont été accompagnés de réformes législatives, avec l'adoption de nouvelles lois visant à améliorer le cadre institutionnel et social, y compris le droit syndical, l'information et la lutte contre la traite des personnes. La première Stratégie Nationale Anti-Corruption a également été lancée le 15 juillet 2023. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une volonté d'améliorer les perspectives d'emploi et de développement.

En matière de politique extérieure, l'Algérie a affirmé son rôle actif à l'international,

notamment par son élection comme membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour 2024-2025, et par une implication renforcée dans les questions de droits de l'homme et de sécurité régionale, en particulier dans la région du Sahel.

L'année a également été marquée par un engagement renouvelé dans la réforme du système de santé et dans l'amélioration de la qualité de l'éducation, visant à soutenir le développement humain et à répondre aux défis socio-économiques.

CHAPITRE

02

RÉSULTATS DU CADRE DE
COOPÉRATION POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE
2023 - 2027

Le SNU en Algérie a entamé en 2023 la première année de mise en œuvre du nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2023-2027. Ce cadre est aligné avec la réforme du système de développement des Nations Unies, visant à fournir un soutien plus cohérent et axé sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) établis par l'Agenda 2030 des Nations Unies, tout en prenant en compte les priorités nationales de l'Algérie.

Le CCDD s'appuie sur quatre axes stratégiques principaux, élaborés en étroite collaboration avec les partenaires algériens, qui visent à répondre aux défis et priorités actuels et futurs de l'Algérie. Ces axes incluent : (i) la Diversification Économique et la Promotion de l'Investissement ; (ii) la Gouvernance ; (iii) le Développement Humain et Social ; et (iv) l'Environnement, la Transition Énergétique et les Économies d'Énergie.

En outre, l'application de ce cadre intègre des dimensions transversales essentielles telles que l'égalité entre les genres, la numérisation, l'innovation, la production de données, la coopération Sud-Sud et triangulaire, ainsi que le développement des régions frontalières. Cette approche globale vise à soutenir efficacement l'Algérie dans sa marche vers un développement durable et inclusif.





AXE.1

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT



RÉSULTAT STRATÉGIQUE

En 2027, la population y compris les personnes vivant en situation de vulnérabilité bénéficie des conditions nécessaires au développement d'une économie plus résiliente et diversifiée en s'appuyant sur un environnement favorable à l'investissement et au développement des entreprises durables créatrices de valeurs ajoutées et génératrices d'emplois décents.



INDICATEURS



40 Organisations rurales institutionnelles

disposant de compétences renforcés pour booster la productivité, les revenus et conditions de travail dans l'agroalimentaire



109 MPMPE, Start-up

institutions et entreprises (MPMPE, Start-up) ayant bénéficié de programmes de renforcement des capacités



330 Personnes

ventilées par âge et par sexe ayant bénéficié de solutions d'inclusion financière



20 Organisations

de soutien aux entreprises et de groupes de travailleurs et patronaux qui ont renforcé leurs services pour le développement économique et l'emploi décent après le soutien du SNU.



Produit 1.1 : Systèmes alimentaires



un cadre de référence pour la sensibilisation et l'engagement des professionnels agricoles à travers le pays.

VALORISATION DES PRODUITS DE LA DATTE : Dans le cadre du programme ARAC et du projet TRAQ, l'ONUDI a renforcé la compétitivité de 19 entreprises de la filière datte de Biskra, à travers des sessions de formation, 37 séances de coaching et un événement BtoB international.

PRODUCTIVITÉ DES TERRES ET DES EAUX : Le projet surveillance de la productivité de l'eau par télédétection de la FAO a vu la création de la cellule de numérisation WaPOR pour développer un modèle de détermination des besoins en eau des cultures, bénéficiant à une superficie de 100 000 ha dans la plaine de la Mitidja. Des formations dispensées par l'IHE Delft ont renforcé les capacités dans l'utilisation du WaPOR et la productivité de l'eau.

SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS : Un plan national sur la sécurité sanitaire des aliments a été élaboré, validé et reproduit pour sa diffusion avec l'appui de l'OMS. L'Algérie a reçu un appui continu pour le développement et la mise en œuvre de ce plan visant à renforcer un système de santé résilient aux changements climatiques, avec la nomination de points focaux spécifiques.

PHASE PRÉPARATOIRE DU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE : Une stratégie de communication a été élaborée pour le recensement général de l'agriculture avec l'assistance de la FAO, fournissant

Produit 1.2 : Secteurs porteurs et intégration commerciale



APPUI À L'INNOVATION : En 2023, le PNUD a collaboré avec le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Microentreprises pour élargir les capacités d'accompagnement et de financement des startups algériennes. Des formations techniques ont été fournies à Algeria Venture, un incubateur gouvernemental de startups, et à l'Algerian Startup Fund, un fonds de capital-investissement public.

En collaboration avec Algeria Venture, l'OIT a initié un programme innovant pour l'accompagnement et l'accélération de 15 startups écologiques en Algérie, qui a conduit à deux levées de fonds réussies et au développement d'un prototype novateur pour la lutte contre les incendies de forêts.

APPUI AUX CHAÎNES DE VALEUR : Avec le soutien de l'OIT et la coopération de la KOICA, des études d'analyse des chaînes de valeur (Huile d'olive, dattes & dérivés, électroménagers) ont été réalisées, identifiant les compétences et métiers nécessaires pour 2028 ainsi qu'un plan stratégique permettant de combler les besoins en compétences (résultats validés sous égide ministérielle par 118 participants tripartites de divers secteurs et régions).

Dans le projet de réhabilitation des paysages de production de chêne-liège (FAO) en Algérie, des rencontres ont permis de discuter des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux (PFNL) et de favoriser la création de PME, avec une extension envisagée dans 21 Wilayas. Les réunions ont mobilisé diverses parties prenantes pour promouvoir le développement des PFNL et la création de 60 PME dans les zones pilotes, dont 40 dirigées par des femmes.

Produit 1.3 : Développement des MPME et des start-ups



ENTREPRENARIAT VERT : L'OIT a renforcé les compétences de 25 cadres issus de 17 institutions en entrepreneuriat vert, via une formation certifiante avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin. Cela a amélioré leur compréhension des concepts et des approches pour favoriser la croissance des entreprises durables.

En outre, l'OIT a contribué à la sensibilisation et à l'accompagnement technique des structures algériennes en fournissant 20 fiches d'opportunités d'affaires dans les secteurs de l'économie verte. Une analyse spécifique de la chaîne de valeur dans la filière de la valorisation des déchets des dattes et des palmiers a été réalisée, apportant des recommandations pour le développement de cette filière en vue de la création d'entreprises et d'emplois verts.

AUTONOMISATION DES FEMMES : L'ONUDI a soutenu l'autonomisation économique des femmes en accompagnant 20 jeunes entrepreneures dans les domaines des STEM. Quatre Algériennes ont été sélectionnées pour participer à une compétition régionale de pitch, mettant en avant le potentiel et l'innovation des femmes dans l'industrie et l'innovation.

PROMOTION ET VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIR : L'OMPI a poursuivi les ateliers de formation au profit de 71 producteurs de « Tapis de Babar » et 82 producteurs de « Miel de Chechar » dans le cadre de Groupements consolidés.



Produit 1.4 : Besoins en compétences et travail décent



ANTICIPATION DES BESOINS EN COMPÉTENCES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : Avec le soutien de l'OIT, 19 cadres de différents secteurs ont été formés pour évaluer et anticiper les compétences requises dans l'économie verte, y compris l'énergie photovoltaïque et la gestion des déchets. Cette initiative a permis d'identifier les compétences clés pour favoriser la transition écologique.

Le projet STED-AMT de l'OIT financé par la KOICI, en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin, a formé plus de 100 partenaires algériens depuis 2020 pour

établir des mécanismes de compétences sectoriels et nationaux. En 2023, il s'est enrichi par des échanges et analyses avec la Corée du Sud et des pays d'Afrique du Nord, aboutissant à la création de Conseils de Compétences et à des partenariats coréens. Le projet applique aussi la méthode STED (Skills for trade and Economic Diversification dans des secteurs clés, impliquant 20 institutions et partenaires sociaux

FORMALISATION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE : Un diagnostic de l'économie informelle en Algérie étudiant les causes principales et les caractéristiques de l'informalité, a été réalisé en 2023, avec l'appui de l'OIT. Se concentrant sur les secteurs de l'agriculture, l'artisanat, le commerce et le BTPH, l'étude a engendré des recommandations globales et sectorielles sur la transition vers l'économie formelle et servira de base à l'élaboration d'une feuille de route nationale de

formalisation de l'économie basées sur une méthode pour une formalisation inclusive et un dialogue social amélioré qui seront validées en 2024.

SERVICES PUBLICS D'EMPLOI : L'OIT a renforcé les compétences de 12 conseillers de l'ANEM, contribuant à l'amélioration des services d'emploi publics. Des plans d'actions ont été développés et ont favorisé la création, entre le 1er novembre et 21 décembre 2023, de 253 emplois salariés dans les secteurs sus-mentionnés.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE : L'OMPI a soutenu la création d'une Unité d'aide aux entreprises et a organisé des ateliers au profit de 60 PME et a formé 58 formateurs en PI dans le centre de formation en Propriété Intellectuelle mise en place en 2023.

TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE : L'ONUDI a formé 31 acteurs (11 femmes, 20 hommes) de divers secteurs sur les méthodologies de dépollution et d'économie de ressource productive, et a spécifiquement renforcé les compétences de 6 experts algériens dans la méthodologie TEST pour le secteur agroalimentaire, s'appuyant sur les résultats du programme SwitchMed I.

Produit 1.5 : Les institutions nationales ont des capacités renforcées pour permettre le développement des MPME/ start-ups



APPUI À L'INNOVATION : En 2023, le PNUD a collaboré avec le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Microentreprises pour élargir les capacités d'accompagnement et de financement des startups algériennes. Des formations techniques ont été fournies à Algeria Venture, un incubateur gouvernemental de startups, et à l'Algerian Startup Fund, un fonds de capital-investissement public.



AXE.2 GOUVERNANCE



RÉSULTAT STRATÉGIQUE

En 2027, la population bénéficie d'institutions plus transparentes, redevables et efficaces qui garantissent une participation inclusive, l'Etat de droit ainsi que la promotion des valeurs d'inclusivité et de non-discrimination, y compris pour les personnes vivant en situation de vulnérabilité.



INDICATEURS



02 institutions publiques

ayant des capacités renforcées d'analyse, de suivi des indicateurs des ODD



26 autorités locales

soutenues par le SNU en matière de planification, de budgétisation et de démocratie participative



290 officiels

et membres du système judiciaire ayant bénéficié de renforcement de capacités dans l'application de la loi pour mettre en œuvre les stratégies et politiques de leur institution.



04 programmes/mécanismes

nationaux renforcés pour prévenir la discrimination, l'exclusion et la violence.

Produit 2.1 : Transparence et redevabilité



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : Le PNUD a soutenu l'élaboration et le lancement de la première Stratégie Nationale Anti-Corruption le 15 juillet 2023, accompagnée de l'Indice Nazaha, déployé dans 19 institutions depuis le 25 juillet pour évaluer l'intégrité, adapté au contexte algérien.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT :

Le PNUD a soutenu l'élaboration et le lancement de la première Stratégie Nationale Anti-Corruption le 15 juillet 2023, accompagnée de l'Indice de Performance d'Intégrité 'Nazaha', déployé dans 19 institutions depuis le 25 juillet pour évaluer l'intégrité, adapté au contexte algérien.

Produit 2.2 : La performance du système d'information et de communication



SYSTÈME D'INFORMATION SANITAIRE : L'OMS a déployé la plateforme DHIS2 pour améliorer la gestion des données de santé, permettant une analyse et une collecte efficaces des informations sanitaires à travers des rapports et enquêtes, et ce, à tous les niveaux administratifs, y compris infranationaux.

SYSTÈME D'INFORMATION SUR LA PROTECTION DE L'ENFANT : De son côté, l'UNICEF a renforcé le système national d'information sur la protection de l'enfant, en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, pour mieux coordonner les services de solidarité et les centres de protection de l'enfance, y compris pour les enfants handicapés, facilitant ainsi le partage d'informations entre institutions.

DONNÉES SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT : L'UNFPA a amélioré les capacités nationales en matière d'analyse et d'utilisation de données relatives à la population et au développement. Cela inclut le déploiement d'un outil digital pour le suivi et l'évaluation des services en santé reproductive et planification familiale, mis en place initialement dans 10 centres pilotes. De plus, 30 gestionnaires de programmes ont été formés, avec un focus sur l'égalité des sexes et la prise en compte des besoins des populations vulnérables.



Produit 2.3 : Appui à la Gouvernance aux niveaux central et local



RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS :

L'UNICEF a fourni des outils d'analyse budgétaire aux entités centrales et locales pour aider à diminuer les disparités et la pauvreté infantile. Des progrès notables ont été faits dans le cadre des Finances Publiques pour l'Enfance (PF4C), notamment avec l'élaboration d'une note budgétaire consolidée et le développement des compétences des membres du comité de l'enfance en budgétisation programmatique, en collaboration avec CABRI.

RÉPONSE COVID-19 :

Le PNUD a renforcé la lutte contre la Covid-19 en Algérie, formant plus de 900 individus et fournissant du matériel médical en collaboration avec le Ministère de la Santé en 2023. Il a équipé 5 laboratoires de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques, installé des salles blanches et déployé des solutions numériques pour la gestion des 12 000 pharmacies et de l'Institut Pasteur. Le PNUD a aussi livré des équipements essentiels, y compris des scanners, échographes, unités de réhabilitation respiratoire, et acquis 4 IRM, tout en offrant des guides de formation aux professionnels de santé.

SERVICES PUBLICS AU NIVEAU LOCAL :

Dans le cadre du programme CapDel, le PNUD a amélioré le service public local en fournissant des équipements informatiques, des logiciels spécialisés, et en créant des sites web pour 8 communes pilotes. De plus, une campagne de sensibilisation aux risques majeurs a été lancée dans ces communes, en partenariat avec la Protection Civile et le secteur de l'éducation nationale.

Produit 2.4 : Instruments juridiques internationaux

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES : L'UNODC a renforcé la détection, la protection des victimes de la traite et la collaboration avec la société civile via des ateliers et formations, touchant 152 individus (39 femmes, 113 hommes). Les activités ont inclus la détection de la traite dans les aéroports et des formations pour la Gendarmerie nationale, des techniques d'investigation en Italie, et une visite d'étude en Tunisie pour le Comité National contre la traite.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE TRANSNATIONALE AUX FRONTIÈRES : Dans son programme contre la criminalité transnationale aux frontières, l'UNODC a mené des formations spécialisées, formant 12 officiers à Chypre en Connaissance du Domaine Maritime pour l'arraisonnement des navires, et 16 participants à l'utilisation des outils MDA lors d'un atelier en ligne pour la sécurité maritime. En Algérie, 22 personnes ont été formées à Bou-Ismaïl sur les tactiques contre le trafic de produits nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques, améliorant la sécurité frontalière contre ces menaces.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME : Pour la prévention et lutte contre le terrorisme, une mission de consultation de 27 participants de divers ministères a abordé les défis du lien entre terrorisme et criminalité organisée, émettant des recommandations pour l'avenir. Un atelier a ensuite renforcé la compréhension des dynamiques régionales pour 18 participants, ciblant le financement du terrorisme et le trafic illicite. Enfin, une rencontre de 16 participants a amélioré la coopération inter-régionale en discutant des tendances des groupes criminels et terroristes.

Produit 2.5 : Accès à la justice



RÉINSERTION DES DÉTENUS : La nouvelle phase du projet PNUD sur la réinsertion des détenus a ciblé spécifiquement les femmes et les détenus radicalisés depuis juin 2023. Cinq quartiers féminins dans les prisons ont reçu quatre ateliers de formation et une crèche chacun, favorisant la réinsertion sociale. Des préparatifs ont été lancés pour la reclassification des détenus radicalisés, avec un plan d'intégrer ceux moins radicalisés dans des programmes de réinsertion dès 2024.

APPUI À LA COUR CONSTITUTIONNELLE : Le projet «La constitution au service du citoyen» (PNUD) a sensibilisé 321 individus, dont 112 représentants associatifs, sur l'exception d'inconstitutionnalité pour la défense des droits. Plus de 20 magistrats de hautes cours ont participé à des rencontres pour améliorer le traitement des recours en inconstitutionnalité.

Quatre rencontres régionales ont été organisées, favorisant le dialogue entre la Cour constitutionnelle et les juristes locaux. Le site web de la Cour a vu ses utilisateurs passer de 392 à 5640 entre 2022 et décembre 2023.

TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DU SECTEUR JUDICIAIRE : En 2023, un partenariat entre la DGSN et l'UNICEF a renforcé l'expertise de 35 formateurs de la police nationale sur les droits de l'homme et des enfants, les ODD et le genre. Un voyage d'étude au Canada a permis aux cadres de la police judiciaire d'échanger sur les pratiques canadiennes. L'UNICEF a également contribué à la conception de salles d'audition adaptées aux enfants et au renforcement des procédures policières pour améliorer les normes nationales.

Dans le cadre de la coopération sud-sud, l'ONUDC a organisé, du 9 au 13 mars 2023, un échange entre les administrations pénitentiaires du Soudan et de l'Algérie, axé sur les réformes carcérales algériennes. Cette visite, destinée à neuf directeurs soudanais de prisons (six femmes, trois hommes), a permis de partager les pratiques algériennes en gestion pénitentiaire, soutien des détenus et stratégies de réinsertion.

Produit 2.6 : Protection contre les discriminations et les violences



DROITS DE L'ENFANT : L'UNICEF et l'ONPPE ont lancé un programme pour promouvoir les droits de l'enfant, en sélectionnant dix enfants (7 filles, 3 garçons, âgés de 10 à 16 ans) comme ambassadeurs. Sur deux ans, ces enfants bénéficieront d'une formation pour renforcer leurs capacités de prise de parole en public et de plaidoyer. De plus, 25 éducateurs de centres psychopédagogiques pour enfants handicapés ont été formés sur le Kit d'expression et d'innovation de l'UNICEF pour intégrer ces activités dans les centres spécialisés.

Programme prévention du crime, de la violence et de la drogue chez les jeunes : L'UNODC a formé plus de 160 formateurs nationaux sur le programme «Line Up! Live Up!» pour sensibiliser les jeunes aux risques liés à la drogue, à la violence et à la criminalité par le sport. Trente travailleurs sociaux ont été formés sur «Strong

Families», chacun équipé pour une application locale. Une OSC algérienne a remporté la troisième place dans la région MENA pour son projet sur la prévention de la violence et des

discours de haine lors d'un concours régional. De plus, un triathlon et un match de football féminin ont impliqué respectivement 126 et plus de 40 jeunes athlètes pour sensibiliser contre l'abus de drogues et la violence basée sur le genre.

PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES : L'UNFPA a collaboré avec le ministère de la Santé pour former 30 prestataires de services de santé à la gestion clinique des victimes de violence basée sur le genre (VBG), fournissant un guide de formation dédié à cette fin.



AXE.3

DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL



INDICATEURS

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

En 2027, la population, dont les personnes vivant en situation de vulnérabilité, bénéficie de services de santé de qualité, résilients y compris en matière de prévention, d'un système éducatif et de formation de qualité et d'un système de protection sociale performant.



03 partenariats établis avec des OSC dirigées par des femmes visant à avancer le leadership féminin, la participation et l'égalité des sexes.



50 adolescents et de jeunes participant/dirigeant des initiatives d'engagement civique à travers des programmes soutenus par le SNU.



+ 200 inspecteurs formés pour améliorer l'éducation préscolaire et **128 inspecteurs** formés à l'utilisation pédagogique des tablettes, affectant 11 millions d'étudiants



+ 700 jeunes engagés dans des programmes d'entrepreneuriat, et développement de curricula pour l'insertion professionnelle.



Vaccination de **1 000 000** d'enfants dans la région Sud contre la polio.



Produit 3.1 : Qualité de la santé publique et services de santé



SYSTÈME DE SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE : Pour lutter contre l'épidémie de polio, une assistance technique a été fournie pour des campagnes dans 10 wilayas, formant 430 imams et conseillères religieuses pour accroître la sensibilisation. Le programme élargi de vaccination a reçu un soutien continu avec la mise en place de dispositifs de surveillance numérique et la formation du personnel de santé. Un nouveau calendrier de vaccination a été lancé pour 1 000 000 d'enfants à travers le pays, et 320 professionnels de santé ont été formés sur les nouvelles stratégies et les maladies évitables par la vaccination.

L'UNFPA a contribué à l'élaboration du Plan National de Réduction Accélérée de la Mortalité Maternelle, Néonatale et Périnatale.

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES SANITAIRES : Les interventions de préparation aux urgences ont inclus l'équipement de 24 points d'entrée aux frontières et de 58 directions de santé avec du matériel et des équipements informatiques, soutenus par l'OMS, renforçant ainsi les capacités de réponse et de communication en cas de crise. Le plan de réponse rapide à la polio a été élaboré et déployé, aboutissant à la vaccination de plus de 478,015 nourrissons dans la région Sud, avec

une couverture de vaccination atteignant 86%. L'UNFPA a soutenu la formation de 25 (OSCs) sur le Dispositif Minimum d'Urgence (MISP) pour maintenir les services de santé reproductive en cas de crise ou de désastre.

PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES : L'OMS a réalisé une analyse de qualité des soins dans 210 structures de santé et a évalué le plan national contre les maladies non transmissibles pour la période 2015-2019, préparant la voie pour le développement du plan pour 2024-2030.

Plus de 1 500 professionnels de santé et 2 664 étudiants en médecine de la région Ouest ont été formés pour la lutte anti-tabac, et 75 médecins des unités d'aide au sevrage tabagique ont été spécifiquement formés (OMS).

POLITIQUE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) : L'OIT a soutenu le MTESS dans l'amélioration des conditions de travail et la protection des travailleurs en Algérie. Un état des lieux du système de sécurité et de santé au travail a été réalisé pour élaborer une politique nationale en sécurité et santé au travail (PNSST) en 2024, avec des programmes nationaux de mise en œuvre.

Produit 3.2 : Accès aux services pour la frange de la population en situation de vulnérabilité



NUTRITION INFANTILE : En partenariat avec le ministère de la Santé, l'UNICEF a promu l'allaitement maternel exclusif et les pratiques nutritionnelles saines en élaborant un guide pour les professionnels de la santé scolaire, traitant du surpoids et de l'obésité chez les enfants en milieu scolaire. Deux ateliers de formation ont été organisés, bénéficiant à 110 professionnels de santé. De plus, des messages nutritionnels ont été intégrés dans les formations des imams et Morshidates pour renforcer les pratiques alimentaires saines et la vaccination chez les enfants.

SERVICES DE SANTÉ REPRODUCTIVE ET PLANIFICATION FAMILIALE : En collaboration avec l'AAPF, l'UNFPA a conduit un atelier dédié au plaidoyer et à la sensibilisation concernant l'hygiène menstruelle, impliquant 12 organisations de la société civile et engageant 50 jeunes affiliés à ces groupes. Cette initiative vise à améliorer la santé reproductive des femmes et des filles et à promouvoir des comportements sains chez les jeunes et les adolescents.

ACCÈS AUX SOINS POUR LES USAGERS DE DROGUES INJECTABLES : L'ONUSIDA a facilité l'élaboration de directives cliniques nationales pour l'utilisation de la Méthadone et a contribué à l'élaboration d'une Stratégie nationale de réduction des risques. Cinq centres de soins en addictologie ont dispensé des programmes de Traitement par Agonistes Opioïdes (TAO), bénéficiant à plus de 300 personnes. De plus, un soutien a été apporté à la commémoration de la journée mondiale contre le SIDA, engageant plus de 40 participants du secteur de la santé et des organisations de la société civile.



ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ET ADOLESCENTS EN DIFFICULTÉ PSYCHOLOGIQUE : L'UNFPA a renforcé les compétences de 50 professionnels travaillant dans les centres d'écoute du Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), améliorant ainsi la prise en charge des jeunes et adolescents confrontés à des traumatismes et troubles psychologiques.

Produit 3.3 : Qualité de l'enseignement et développement des compétences



QUALITÉ DES APPRENTISSAGES ET PROGRAMME DE COMPÉTENCES DE VIE : L'UNICEF a renforcé la qualité de l'éducation préscolaire avec trois modules de formation hybrides, touchant 82 inspecteurs, et visant 2 000 inspecteurs primaires et 20 000 enseignants de préscolaire à travers le pays.

Les compétences de vie ont par ailleurs été intégrées dans les programmes de formation, bénéficiant à 24 inspecteurs d'école primaire et 220 professionnels de la formation technique et professionnelle.

Avec le soutien technique de l'UNICEF, le ministère de l'Éducation Nationale a organisé quatre sessions de formation régionales sur l'utilisation des tablettes numériques qui ont bénéficié à 128 inspecteurs d'écoles primaires, qui ont ensuite formé les enseignants locaux. Le soutien de l'UNICEF a également contribué à la préparation de la 3ème édition de la Plus Grande Leçon du Monde, impliquant 26 inspecteurs et touchant prévisionnellement 11 millions d'étudiants en septembre 2024

En 2023, l'UNESCO a initié un programme pour améliorer l'éducation en Algérie, formant 261 inspecteurs et réalisant une étude sur l'enseignement des mathématiques dans 33 écoles. Ce programme a mené à un plan de formation pour 150 inspecteurs en mathématiques et a évalué les besoins en compétences numériques, résultant en des programmes de formation adaptés.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES : Le programme pilote «Comprendre l'Entreprise» (CLE) de l'OIT a été lancé dans le secteur de la formation professionnelle, intégrant des thématiques sur l'entrepreneuriat vert et social. Dix-huit formateurs ont été formés à cet outil et l'ont testé auprès de plus de 700 jeunes stagiaires.



ÉTUDE SUR L'EMPLOYABILITÉ DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE : L'OIT a lancé une étude cartographique pour évaluer les compétences, les mécanismes de formation et les lacunes en matière d'employabilité des travailleurs dans l'économie informelle en Algérie, avec des résultats prévus pour 2024.

En 2023, l'UNESCO a initié un programme pour améliorer l'éducation en Algérie, formant 261 inspecteurs et réalisant une étude sur l'enseignement des mathématiques dans 33 écoles. Ce programme a mené à un plan de formation pour 150 inspecteurs en mathématiques et a évalué les besoins en compétences numériques, résultant en des programmes de formation adaptés.

Produit 3.4 : Education inclusive et lutte contre l'abandon scolaire



LUTTE CONTRE L'ABANDON SCOLAIRE : L'UNICEF a soutenu la lutte contre l'abandon scolaire en assistant l'ONEF dans le développement d'un mécanisme d'alerte précoce pour les étudiants à risque d'abandon scolaire, avec la création d'un questionnaire étudiant et d'un outil de suivi papier. Expérimenté dans les wilayas de Mostaganem et de Laghouat, cela a impliqué 60 personnels éducatifs et bénéficié à près de 2 000 collégiens et lycéens. De plus, l'UNICEF a appuyé l'amélioration de l'accès à l'enseignement à distance, notamment pour les adolescents vulnérables, au travers du renforcement de la plateforme d'apprentissage en ligne pour la formation professionnelle.

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES : L'OIT, à travers son programme ProAgro, a soutenu le développement de neuf curricula de formations techniques de courte durée (trois mois) pour l'insertion professionnelle des jeunes, incluant les femmes et les personnes en situation de handicap. Développées en collaboration intersectorielle, ces formations seront déployées à partir de janvier 2024. Elles visent à fournir les compétences pratiques et professionnelles nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail local, notamment dans le secteur agroalimentaire.

Produit 3.5 : Gouvernance et performance du système de protection sociale



RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS : L'UNICEF a contribué au renforcement des institutions nationales en matière de mesure de la pauvreté des enfants et des jeunes. Une étude, en collaboration avec le CNESE et le

SPRI, a conduit à la dissémination d'une note synthétique et à la préparation de deux notes thématiques pour les décideurs sur la réduction de la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants et les jeunes. Un Atlas de l'équité sociale, avec environ 1500 points de données, a été produit pour aider les décideurs à cibler les interventions locales et améliorer le bien-être des enfants et des jeunes dans tout le pays.

PROTECTION SOCIALE : En partenariat avec l'UNICEF, le CNESE a analysé les programmes nationaux de protection sociale pour les enfants, générant un rapport avec des recommandations opérationnelles. L'OIT a soutenu l'ESSA en organisant une formation actuarielle en ligne et deux webinaires, attirant entre 80 et 100 participants chacun, couvrant des sujets importants tels que le rapport mondial sur la protection sociale et les systèmes de statistiques liés à l'ODD 1.3.

En collaboration avec le MSNFCF, l'UNFPA a formé 20 agents de l'Agence de Développement Social (ADS) en évaluation, suivi social et indicateurs d'efficacité. De plus, 20 professionnels ont été formés en techniques de médiation familiale, ciblant les familles et les seniors.

Produit 3.6 : Développement des adolescents et des jeunes



L'UNFPA a appuyé l'AAPF pour organiser deux ateliers régionaux à Alger et Ghardaïa, formant 50 jeunes en santé sexuelle et comportements positifs. En parallèle, 50 psychologues du Ministère de la Jeunesse ont été formés en gestion de crises psychologiques. De plus, 60 professionnels du même ministère et de la société civile ont développé leurs compétences sur les mécanismes et les approches du volontariat, grâce à l'appui de l'UNFPA.



AXE.4

ENVIRONNEMENT, LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE



RÉSULTAT STRATÉGIQUE

La population bénéficie de la mise en oeuvre des politiques adoptées par le Gouvernement algérien en consécration du droit constitutionnel à un environnement sain et en lien avec ses objectifs de transition énergétique, ainsi qu'en conformité avec les traités environnementaux multilatéraux portant, entre autres, sur la lutte contre les changements climatiques, la préservation de la biodiversité, la gestion des risques majeurs, la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.



INDICATEURS



06 Cadres
réglementaires et
juridiques renforcés



05 Stratégies nationales
et plans d'actions sectoriels
appuyés



974 Bénéficiaires
Ont vu leurs capacités renforcées

10 entités nationales

ayant adopté des méthodes et outils ont adopté pour renforcer la coordination et la synergie, facilitant ainsi l'application des accords environnementaux multilatéraux avec l'aide du SNU



10 Mécanismes

de politiques et de stratégies de gestion durable des ressources naturelles, nouveaux ou modifiés, élaborés avec l'appui du SNU

Produit 4.1 : Cadres juridiques et dispositifs institutionnels



LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT : Afin de soutenir les efforts nationaux de lutte contre la pollution de l'environnement, l'ONUDI a été mandatée par le Gouvernement pour mettre en œuvre des activités habilitantes dans le cadre de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal. Dans ce contexte, l'ONUDI a appuyé l'élaboration d'un texte légal pour la mise à jour du système de licence et la réalisation d'une analyse sur la consommation des HCFC, HFC et alternatives en Algérie. Des mesures institutionnelles légales et réglementaires ont également été prises en charge pour sa mise en œuvre en Algérie.

GESTION DURABLE DES FORÊTS DE CHÊNE-LIÈGE : La FAO contribue à renforcer le cadre légal et institutionnel pour une gestion durable des forêts de chêne-liège dans les Wilayas de Jijel, Béjaïa et Tlemcen, grâce à l'établissement de cellules locales d'implémentation. Ces structures ont favorisé la coordination intersectorielle, encouragé la participation communautaire et souligné l'importance d'adopter de nouvelles législations pour un développement intégré des régions concernées.

Produit 4.2 : Les politiques publiques et stratégies environnementales



EMPLOIS VERTS : L'évaluation des emplois verts selon la méthodologie GAIN de l'OIT a permis d'analyser les effets sur l'emploi des programmes engagés dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'agriculture, de la forêt, et des déchets, contribuant à une transition juste vers une économie verte.

SUIVI DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'EAU : En 2023, la plateforme WaPOR (FAO) a été mise à jour pour couvrir la plaine de la Mitidja sur une superficie de 100 000 ha, offrant en libre accès des données précieuses pour le suivi de la productivité de l'eau dans l'agriculture,

soutenant ainsi une gestion plus durable des ressources hydriques.

RESTAURATION DU BARRAGE VERT : En 2023, le PNUD a soutenu Direction Générale des Forêts pour la mise à jour du plan d'action pour la restauration du barrage vert, alignant les actions avec la stratégie de l'UNCCD 2010-2030, et prenant en compte la dimension de genre, l'utilisation des énergies renouvelables, et la gestion des déchets dans 7 wilayas ciblées.

CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES : Avec l'assistance de la FAO, le projet de conservation

et de gestion durable des écosystèmes de chêne-liège en Algérie a engagé des études dans trois zones pilotes couvrant 22 530 hectares, visant à évaluer les aspects socio-économiques et environnementaux. En outre, grâce à cet appui, quatre ateliers ont réuni plus de 130 participants de divers secteurs pour discuter de gouvernance participative et de valorisation des produits forestiers non ligneux, facilitant l'amélioration des conditions de vie et la gestion des ressources naturelles à travers 24 Wilayas.

ZONES HUMIDES DE GUERBES-SANHADJA : Cette année, la mise en œuvre du plan de gestion du complexe des zones humides de Guerbes-Sanhadja (PNUD) a intégré une gestion innovante des déchets ménagers en zone rurale, visant à réduire les émissions de gaz à

effet de serre et à générer des emplois locaux. Parallèlement, le PNUD a financé la réhabilitation de la plus grande pépinière nationale à Guerbes, avec une capacité de 2 millions de plants par an.

ÉLIMINATION DES HCFC : L'ONUDI a contribué à la transition écologique de l'Algérie par le projet de Gestion et Élimination des HCFC, aligné sur le Protocole de Montréal. En 2023, une action notable a été la reconversion des lignes de production de Condor, important fabricant algérien de climatiseurs, qui représente 45% du marché national. Cette reconversion a permis la production de 57 800 unités de climatiseurs utilisant le HFC-32, réduisant ainsi les impacts sur l'environnement et alignant l'industrie sur les standards environnementaux internationaux.

Produit 4.3 : Capacités institutionnelles et humaines



CHANGEMENTS CLIMATIQUES : En 2023, le PNUD a appuyé la finalisation de la Troisième Communication Nationale (TCN) et du Premier rapport biennal actualisé (PRBA) de l'Algérie sur les changements climatiques. A travers ce projet, 283 participants (143 femmes et 140 hommes) issus de divers ministères et organismes ont bénéficié de 70 ateliers et réunions. Les résultats ont inclus des rapports sur l'inventaire des gaz à effet de serre, les actions d'atténuation et les mesures d'adaptation, démontrant un engagement renforcé envers les enjeux climatiques.

L'OIT a consolidé les connaissances et capacités des mandants nationaux concernant le lien entre le changement climatique, l'environnement et l'emploi. Un accent particulier a été mis sur les principes d'une transition juste et l'évaluation des impacts environnementaux sur le marché du travail, culminant dans l'élaboration d'un modèle d'évaluation des emplois verts en collaboration avec les parties prenantes nationales.

ZONES D'IMPORTANCE POUR LES PLANTES AROMATIQUES ET MÉDICINALES : La FAO, a renforcé les capacités de l'ANN dans la gestion des (ZIPAM) des zones sahariennes et présahariennes. Quatre sites, Hassi Delaa, Djebel Leksel, Mont d'Ougarta et M'Doukal, ont été identifiés et des plans de conservation ont été mis en place. 50 participants ont été formés sur les normes de conservation de l'IUCN et plus de 500 espèces ont été évaluées. En outre, quatre guides de conservation et une base de données cartographique des ZIPAMs ont été développés, améliorant la gestion durable des plantes dans ces régions.

DÉCHETS BIOLOGIQUES ET CHIMIQUES : L'UNICRI a dispensé une formation aux méthodologies d'évaluation et de gestion des risques liés aux déchets biologiques et chimiques, tout en contribuant à l'élaboration d'un guide détaillé sur l'évaluation de la gestion actuelle de ces déchets. De plus, l'UNICRI a participé à la création et à la mise à jour d'un inventaire réaliste des déchets biologiques et chimiques dangereux, sous la forme d'une base de données nationale, tout en fournissant des conseils sur sa maintenance opérationnelle et durable.



CHAPITRE

03

RÉSULTATS DE LA RÉPONSE
HUMANITAIRE EN FAVEUR
DES RÉFUGIÉS, DEMANDEURS
D'ASILE ET DES MIGRANTS



3.1. Opération humanitaire à Tindouf :

En 2023, le Système des Nations Unies a lancé le Plan de Réponse pour les Réfugiés Sahraouis à Tindouf, marquant une collaboration entre 28 entités pour répondre aux besoins holistiques des réfugiés. La coordination entre les agences telles que le HCR, le PAM, l'UNICEF et l'OMS, ainsi que les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, s'est renforcée tout au long de l'année, résultant en des progrès significatifs dans la réponse humanitaire à Tindouf.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION :



Le PAM a fourni des aliments secs à 133,672 bénéficiaires, totalisant près de 25,000 tonnes, couvrant 92% du plan prévu malgré des pénuries partielles.

En 2023, le HCR a distribué 5,618 tonnes de levure séchée à 28,092 ménages chaque mois, tandis que le CERF a permis la distribution trimestrielle de légumes frais, accompagnée de la distribution mensuelle de 28,092 bouteilles de gaz pour la préparation des repas. Le PAM a fourni des aliments secs à 133,672 bénéficiaires, totalisant près de 25,000 tonnes, couvrant 92% du plan prévu malgré des pénuries partielles.

Pour la nutrition maternelle, 8,373 femmes enceintes et allaitantes ont reçu des suppléments de micronutriments, et 8,125 ont bénéficié de vouchers alimentaires mensuels, augmentant ainsi les visites mensuelles dans les centres de santé de 42%. Concernant les enfants, 14,244 ont reçu des suppléments pour prévenir la malnutrition aiguë, et plus de 6,000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été aidés par le programme d'alimentation complémentaire, avec un taux de guérison de 82,9%. La couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée a atteint 68%, en deçà de l'objectif de 90%, principalement en raison de l'insuffisance de recherche active de cas.

Le HCR a mis en œuvre des activités de gestion communautaire de la malnutrition aiguë (CMAM), et de formation du staff de nutrition et sensibilisation, en plus d'une enquête conjointe HCR/PAM/UNICEF/CRA sur les causes de la malnutrition dans les camps.

ACTIVITÉS DE RÉSILIENCE :



En 2023, le PAM a renforcé la résilience des réfugiés en améliorant la disponibilité de produits frais locaux. Des formations sur le recyclage et les techniques de conservation de l'eau ont été dispensées dans 424 jardins

familiaux, produisant plus de 350 kg de produits horticoles diversifiés. Le jardin communautaire de Laayoun a récolté 26,5 tonnes de légumes, distribués aux personnes vulnérables, et la ferme de N'Khaila compte désormais 42 dromadaires, 66 moutons et 71 chèvres, aidant 3,100 réfugiés. Neuf jardins scolaires ont été développés comme plates-formes éducatives pour enseigner les pratiques agricoles aux élèves, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et servant de support pédagogique. L'équipement de pisciculture a été modernisé, menant à l'élevage réussi de près de 64,000 poissons d'ici fin 2023. Un total de 600 kg de poissons a été distribué aux hôpitaux des camps et plus d'une tonne a été vendue dans les camps, contribuant à l'alimentation des communautés et à la viabilité économique des fermes, grâce à des partenariats avec des organisations comme Oxfam et Africa 70, promouvant l'auto-suffisance et les pratiques agricoles durables.

350 entreprises dirigées par des jeunes en démarrage ou en expansion ont été soutenues par les partenaires du HCR sur le secteur des moyens de subsistance et de Résilience, en plus de 10 associations d'entreprises créées en tant que structure d'autosuffisance.

SANTÉ :



En 2023, le HCR et ses partenaires ont amélioré la santé dans les camps de réfugiés sahraouis en ouvrant un nouvel hôpital à Smara, réhabilitant celui d'Awsard, soutenant 390 personnels médicaux, formant 28 infirmiers et sages-femmes, fournissant quatre ambulances au Croissant-Rouge Algérien, et aidant 347 individus en santé mentale. Ils ont également renforcé les services médicaux auxiliaires, les programmes de santé communautaire et les infrastructures hospitalières.

EDUCATION :



L'UNICEF a soutenu l'éducation en distribuant des kits scolaires à plus de 40,000 enfants, et en fournissant des paiements incitatifs trimestriels à 1,800 membres du personnel éducatif pendant six trimestres. Un nouveau programme d'éducation accélérée a bénéficié à

100 enfants, et 519 enseignants ont été formés en didactique des mathématiques, avec près de 1,000 écoliers améliorant leur alphabétisation. L'UNICEF a également promu l'éducation inclusive en formant 130 travailleurs sociaux, 41 enseignants sur les troubles d'apprentissage, et 69 personnels de santé sur la prévention des handicaps.

Le HCR a amélioré l'éducation en offrant des primes d'incitation à plus de 1,800 éducateurs et en rénovant 13 cuisines scolaires avec l'UNICEF, tout en fournissant des manuels selon le principe d'un livre par enfant aux élèves sahraouis.

Le PAM a fourni un snack nutritif à plus de 40,000 élèves et distribué 600 tonnes métriques de produits alimentaires, soutenant également l'amélioration des infrastructures scolaires et la promotion de l'éducation nutritionnelle.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE :



Le HCR a intensifié son assistance en installant 5,200 mètres de tuyaux dans le camp de Boujdour et 2,300 mètres dans le camp de Layoune, augmentant l'accès à l'eau pour les familles. Un nouveau puit de 100 mètres a été foré, augmentant l'approvisionnement en eau de 50 % pour le camp de Boujdour. Des kits d'hygiène ont été distribués à 48,400 femmes et filles, et la collecte quotidienne des ordures ainsi qu'un projet de recyclage des déchets plastiques ont été mis en place pour renforcer la gestion des déchets.

ABRI :



En 2023, le HCR a fourni des matériaux pour construire environ 1000 tentes traditionnelles dans les camps de réfugiés Sahraouis, avec un stock de 50 tentes pour les situations d'urgence. Cependant, l'agence reconnaît que ces efforts restent insuffisants, avec un besoin estimé de 14,000 tentes supplémentaires pour répondre pleinement aux besoins des familles dont les abris actuels ont dépassé leur durée de vie optimale de 7 à 8 ans. Ces tentes traditionnelles sont vitales pour répondre aux conditions environnementales des camps et pour préserver l'identité culturelle des Sahraouis.



3.2. Assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile et migrants :



PROTECTION ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG) :

En 2023, le HCR et ses partenaires ont fourni un soutien spécifique à 92 personnes concernant la protection contre les violences basées sur le genre (VBG), avec des services de gestion de cas individuels. Parmi elles, 89 % ont bénéficié d'interventions médicales spécialisées. Des actions préventives, y compris des séances de sensibilisation individuelles et communautaires, ont touché environ 150 réfugiés et demandeurs d'asile, visant à modifier les comportements sociaux et à réduire l'incidence de la VBG.

Dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre, l'OIM Algérie a participé activement aux 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre. Au DARV, 125 personnes ont pris part à des ateliers de sensibilisation, des groupes de parole et des activités de bien-être. De plus, un nouveau dispositif d'accueil a été ouvert pour les migrants victimes de violences, offrant un soutien et un environnement sécurisé pour leur réintégration.

LUTTE CONTRE LA TRAITE :



Dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes, l'OIM Algérie a identifié et assisté 52 migrants (32 femmes, 3 hommes, 9 garçons et 8 filles) en tant que victimes de traite. De plus, 39 personnes (22 femmes, 3 hommes, 7 garçons et 7 filles) ont bénéficié d'une assistance dans le cadre du programme de retour volontaire et de réintégration.

SANTÉ :



En 2023, le HCR a intégré plus de 4000 réfugiés urbains et demandeurs d'asile dans le système de santé national algérien, grâce à des partenariats avec de nouveaux établissements hospitaliers. Ceci a conduit à leur inclusion dans les guides nationaux de santé publique, avec un accent sur la santé mentale et la lutte contre les IST et le VIH. En collaboration avec le Croissant-Rouge algérien, plus de 4000 références médicales ont été facilitées vers les services de



santé secondaires et tertiaires, couvrant divers besoins de santé. Le HCR a utilisé le Fonds commun des Nations Unies pour le VIH pour fournir des tests rapides dans trois hôpitaux et trois associations locales, avec 311 personnes testées pour les IST, dont le VIH, et 45 patients recevant un traitement gratuit. Pour la prise en charge des victimes de VBG, le HCR a renouvelé son cadre de coopération avec le CHU Mustapha, introduisant des thérapies de groupe et interpersonnelles en 2023. De plus, le HCR a renforcé sa coopération avec la société civile en organisant des activités de sensibilisation lors des journées mondiales liées à la santé.

En 2023, l'OIM en Algérie a ouvert le Centre d'évaluation médicale (MHAC), devenant un site de référence pour les réfugiés et les auto-payeurs algériens se rendant au CANADA. En mai 2023, le MHAC a réalisé des évaluations de santé pour 2079 auto-payeurs et pour 61 réfugiés. En août 2023, il a été désigné comme site de référence pour les réfugiés du programme USRAP, effectuant des évaluations pour 245 demandeurs. Le Centre a également effectué des contrôles pré-embarquement pour 98 réfugiés se rendant au CANADA et pour 29 réfugiés se rendant aux États-Unis.

EDUCATION :



En 2023, le HCR, en partenariat avec l'association AFAD, a facilité l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les systèmes éducatifs

nationaux. 34,5 % des enfants en âge scolaire relevant du mandat du HCR ont été inscrits dans des écoles publiques algériennes. Ce programme a fourni un soutien personnalisé, y compris des services de transport scolaire et un soutien pédagogique adapté, améliorant ainsi leur intégration dans le système éducatif national.

ASSISTANCE ET HÉBERGEMENT : En 2023, 856 réfugiés et demandeurs d'asile ont reçu une assistance financière pour leurs besoins essentiels, avec une aide supplémentaire ciblée pour 178 femmes et filles en produits d'hygiène. Le HCR a également assuré un hébergement sécurisé à 63 mineurs non accompagnés ou séparés (27 filles et 36 garçons), via un système de soutien communautaire supervisé.

Au cours de l'année écoulée, l'OIM Algérie a intensifié sa collaboration avec le gouvernement algérien, résultant en une formation initiale pour ses acteurs. Cette session visait à approfondir leur compréhension et à actualiser les principes de gestion des migrations, en insistant sur le partage de bonnes pratiques pour une meilleure prise de décision. Elle a rassemblé 42 participants de divers ministères, dont ceux de l'Intérieur, des Affaires Étrangères, de la Justice, de la Défense, et du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

SOLUTIONS DURABLES :

RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS : En 2023, des solutions durables ont été établies pour 22% des besoins identifiés, avec 121 réfugiés réinstallés dans des pays tiers, principalement aux États-Unis et au Canada, et 171 autres en cours de préparation pour les mois à venir. De plus, le HCR a facilité la réunification familiale pour 3 individus.

RETOUR VOLONTAIRE DES MIGRANTS VERS LES PAYS D'ORIGINE : Depuis le début de 2023, l'OIM a facilité le retour volontaire de 2387 migrants dans leur pays d'origine. L'OIM a fourni un hébergement temporaire à 1497 migrants dans ses installations, en ouvrant une deuxième installation spécifique pour les cas de protection en juin 2023. Les migrants ont également bénéficié de contrôles médicaux approfondis et d'orientations vers des établissements de santé publics pour garantir leur bien-être et leur sécurité. De plus, l'OIM a soutenu le retour volontaire de 448 ressortissants algériens en Algérie au cours de la même période. Ces actions témoignent de l'engagement continu de l'OIM envers la protection et le soutien des migrants, tout en favorisant une migration régulière et sûre.

RESSORTISSANTS ALGÉRIENS RETOURNÉS VOLONTAIREMENT EN 2023 : En 2023, l'OIM a facilité le retour volontaire de 452 ressortissants algériens, dont 202 ont reçu une aide financière et 47 ont bénéficié d'une réintégration en nature comprenant des formations professionnelles, une assistance médicale et psycho-sociale, ainsi qu'un soutien pour des projets d'entrepreneuriat. Cette réintégration vise à assurer une réinstallation réussie dans la société d'origine. À partir de 2023, la moitié des Algériens retournés volontairement n'avaient pas bénéficié d'une aide à la réintégration. Pour remédier à cela, l'OIM Algérie a lancé des initiatives dans le cadre des projets MPRR et PARCOURS, soutenus respectivement par l'Union européenne et l'Italie, couvrant au total 250 retournés algériens.



CHAPITRE

04

RÉSULTATS DU TRAVAIL
CONJOINT DU SNU



PLANIFICATION DE LA MISE EN ŒUVRE

DU CCDD : Suite à la signature du Cadre de Coopération (CCDD23-27) fin 2022, l'année 2023 a vu le développement des Plans de travail conjoints biennaux entre le SNU et le Gouvernement Algérien. Les agences de développement des Nations Unies ont consolidé leurs appuis pour atteindre les résultats définis dans le cadre du CCDD23-27, favorisant ainsi la transparence et la cohérence. Ce processus a permis des échanges sur l'impact des programmes du SNU et a initié le développement de partenariats autour de projets structurants.

INITIATIVES DE PROGRAMMATION

CONJOINTE : Afin de mettre au profit de l'Algérie les avantages comparatifs des agences pour les thèmes transversaux du cadre de coopération, deux projets ont été identifiés en concertation avec le Ministère de la Numérisation et des Statistiques : une sur la transformation numérique, dirigée par le PNUD avec la collaboration de l'OIT, l'ONUDI, l'UNICEF, la CNUCED et l'ITU, et une autre sur le renforcement du système statistique, sous le lead du FNUAP pour l'UNCT.

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE : Le 21 novembre, les Nations Unies en Algérie ont lancé le Premier plan de réponse consolidé (Sarahwi Refugee Response Plan) pour les réfugiés sahraouis près de Tindouf. Ce plan, impliquant 28 acteurs, clarifie les besoins, les rôles, et les coûts, avec un système de suivi des résultats et des financements pour accroître la transparence, la coordination, et l'efficacité de l'aide. Le lancement conjoint du Plan de Réponse des Nations Unies pour les réfugiés sahraouis, en collaboration avec le gouvernement algérien, a marqué un point fort du partenariat ONU-Algérie, illustrant une approche collaborative efficace pour répondre aux besoins des populations vulnérables près de Tindouf.

MIGRATION : Dans le cadre du Réseau des Nations Unies pour la migration, l'OIM Algérie et d'autres agences onusiennes collaborent pour améliorer la gestion des migrations et intégrer les questions de genre dans ce contexte. Un atelier initié par l'OIM a visé à renforcer les stratégies conjointes sur le Pacte mondial pour des migrations sûres et les ODD, aboutissant à une approche adaptée pour intégrer la migration

dans le Programme 2030. Les agences du SNU ont évalué comment incorporer la migration dans les plans nationaux et les Cadres de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies.

COMMUNICATION : En 2023, le SNU en Algérie a amélioré sa communication avec de nouveaux projets pour augmenter son impact et engagement. Les actions ont inclus la restructuration de son groupe de communication, une meilleure gestion de la communication de crise, et la célébration de journées internationales. Une stratégie de communication diversifiée a renforcé sa présence en ligne. Le lancement du Sahrawi Refugee Response Plan en novembre a été un moment fort, bénéficiant d'une large couverture grâce à la collaboration entre sous-groupes de communication, agences et le secrétariat de l'ONU. Des événements comme la Journée Internationale des Femmes et les 16 Jours d'Activisme contre la Violence à l'égard des femmes et des filles ont été mis en avant. Des initiatives environnementales et jeunesse ont été promues, démontrant l'engagement du SNU pour la durabilité et l'innovation. Le SNU continue d'explorer des méthodes de communication pour mieux engager et informer, mettant en avant l'impact de ses projets pour un avenir plus équitable et inclusif.

EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE : Durant le premier semestre de 2023, le groupe interagence des opérations des Nations Unies a effectué la révision annuelle de la Business Operations Strategy, identifiant ainsi des économies significatives réalisées en 2022, s'élevant à 939 673 dollars, soit une augmentation de 133 % par rapport aux économies de 403 460 dollars réalisées en 2021. En 2023, le groupe a poursuivi ses efforts pour trouver de nouvelles synergies et optimiser l'efficacité opérationnelle, répondant collectivement aux défis opérationnels communs. Une étude des coûts liés à la location de bâtiments pour les agences des Nations Unies a été menée, visant à préparer un dossier pour l'acquisition d'un bâtiment commun, la Maison des Nations Unies à Alger, pour regrouper toutes les agences et le personnel des Nations Unies présents dans la ville.

EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE : Durant le premier semestre de 2023, le groupe interagence des opérations des Nations Unies a effectué la révision annuelle de la Business Operations Strategy, identifiant ainsi des économies significatives réalisées en 2022, s'élevant à 939 673 dollars, soit une augmentation de 133 % par rapport aux économies de 403 460 dollars réalisées en 2021. En 2023, le groupe a poursuivi ses efforts pour trouver de nouvelles synergies et optimiser l'efficacité opérationnelle, répondant collectivement aux défis opérationnels communs. Une étude des coûts liés à la location de bâtiments pour les agences des Nations Unies a été menée, visant à préparer un dossier pour l'acquisition d'un bâtiment commun, la Maison des Nations Unies à Alger, pour regrouper toutes les agences et le personnel des Nations Unies présents dans la ville.

ÉGALITÉ DES SEXES ET ACTIONS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

La question de l'égalité des sexes a été au cœur des activités du Système des Nations Unies (SNU) en Algérie, intégrée tant dans les programmes de développement que lors des célébrations internationales. Lors de la Journée Internationale des Femmes, le SNU a organisé un événement centré sur «Parcours de femmes, réalisations et défis», mettant en avant des personnalités féminines influentes telles que Mme Leila Zerrougui, S.E.Mme Mahinur Ozdemir Goktas et Mme Ibtissam Hamlaoui. Des débats ont abordé le leadership féminin et la digitalisation en vue d'un monde plus inclusif, soulignant les contributions significatives des femmes dans divers secteurs.

Un plan d'action pour la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes et des filles a été approuvé, favorisant une stratégie de communication commune et renforçant la collaboration entre les agences des Nations Unies. En partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, diverses activités ont été menées, notamment un marathon à Tipaza par UNFPA et OMS, et un match de football féminin organisé par UNODC, visant à impliquer hommes et jeunes garçons dans la prévention de la violence basée sur le genre. Une campagne digitale ciblée a été développée, diffusant des messages clés sur les réseaux sociaux pour sensibiliser contre la violence à l'égard des femmes.

L'UNFPA a également lancé une campagne avec le Ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs pour aligner la lutte contre la violence basée sur le genre avec les principes de la religion musulmane, visant à modifier les perceptions et prévenir la violence. La sensibilisation s'est étendue avec l'appui des opérateurs téléphoniques Mobilis et Djezzy, élargissant la portée des messages clés durant les 16 jours d'activisme à une échelle nationale.

Dans le cadre de son «Women Innovation Programme», le PNUD a sélectionné deux entrepreneuses algériennes pour un mentorat et leur participation au World Mobile Congress. Nesrine Ziad, bénéficiaire de ce programme avec une solution en Open Innovation, a été honorée par le président Abdelmajid Tebboune le 8 mars 2024, lors de la Journée internationale des droits de la femme.

PROTECTION DU PERSONNEL ET DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS ET LE HARCÈLEMENT SUR LE LIEU DE TRAVAIL

(PSEA) : Au cours de l'année 2023, dans le but de contribuer à la prévention et d'améliorer la prise en charge de l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sur le lieu de travail, les activités de sensibilisation à la question ont été intensifiées : 4 sessions de formations réalisées pour 18 points focaux et 67 membres du personnel (1/5 staff). Par ailleurs, un plan d'action pour 2024 a été développée afin d'assurer la sensibilisation de l'ensemble du staff et de renforcer les mécanismes de plainte interagence.

CHAPITRE

05

PARTENARIATS ET
MOBILISATION DE
RESSOURCES





En 2023, le Système des Nations Unies en Algérie a intensifié ses partenariats stratégiques avec le gouvernement algérien, les principaux partenaires de développement, et les organisations de la société civile, accentuant la collaboration pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et des Objectifs de Développement Durable. Cette année a été significative avec le démarrage du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) pour la période 2023-2027, marquant une série d'échanges de haut niveau entre le Coordonnateur Résident, les chefs des agences des Nations Unies, et divers membres de l'exécutif algérien.

Les dialogues ont abordé les priorités stratégiques du gouvernement et le soutien des Nations Unies aligné sur les axes du CCDD, englobant la

diversification économique, le développement humain et social, la consolidation de la gouvernance, ainsi que l'environnement, en mettant l'accent sur la transition énergétique et les économies d'énergie.

Parallèlement, le partenariat Algérie-Nations Unies s'est distingué par des visites officielles importantes, tels que celle de la Secrétaire générale adjointe pour l'Afrique, Cristina Duarte.

En outre, dans le cadre du renforcement des droits humains, l'Algérie a accueilli les rapporteurs spéciaux sur le droit de réunion pacifique et d'association et sur la protection des défenseurs des droits humains.

Le partenariat SNU/Gouvernement algérien s'est également exprimé à travers des collaborations en préparation de réunions et sommets de haut

niveau en particulier Stock-taking Moment post-sommet sur la transformation des Systèmes alimentaires ou la Conférence Régionale sur la Population et le Développement ou encore le Forum Mondial sur les Réfugiés. La collaboration menée pour mobiliser les acteurs en soutien aux besoins de cette population vulnérable témoigne d'un partenariat fort et fructueux.

MOBILISATION DE RESSOURCES : En 2023, les agences du système des Nations Unies ont intensifié la mobilisation de ressources pour le Cadre de Coopération pour le Développement Durable 2023-2027, recueillant plus de 31 millions USD des fonds pour quatre axes principaux. Sous l'axe de la diversification économique, plus de 11 millions USD ont été mobilisés : le PNUD a obtenu plus de 9 millions USD en partenariat avec l'Union européenne pour des initiatives en économie sociale et en transparence

budgétaire, tandis que l'ONUDI a sécurisé 2 millions USD de la coopération italienne pour l'entrepreneuriat féminin. D'autres projets sur la propriété intellectuelle et les coopératives de pêche ont été soutenus par l'OMPI et la FAO.

Pour l'environnement, plus de 9,5 millions USD ont été alloués : le PNUD a mobilisé plus de 7 millions USD des fonds globaux climat et environnement pour divers projets. L'UNICRI a également mobilisé 820 000 USD de la Commission européenne pour la gestion des déchets biologiques et chimiques. Le PNUD a reçu 500 000 USD du gouvernement allemand pour le développement de l'assurance inclusive et a continué son travail sur la gestion des zones humides avec le soutien de la Coca-Cola Foundation & Global Water Challenge.

Dans le domaine de la bonne gouvernance, le PNUD a mobilisé plus de 5 millions USD, avec des contributions significatives des Pays-Bas et de la Suisse pour la réinsertion sociale des détenus et des financements pour la stratégie jeunesse et les femmes magistrates. Le Global Fund a contribué près de 3.2 millions USD pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. L'UNFPA et l'UNODC ont obtenu 531 000 USD des Pays-Bas pour la phase deux du projet visant à renforcer la protection et l'assistance aux femmes et filles victimes de violence.

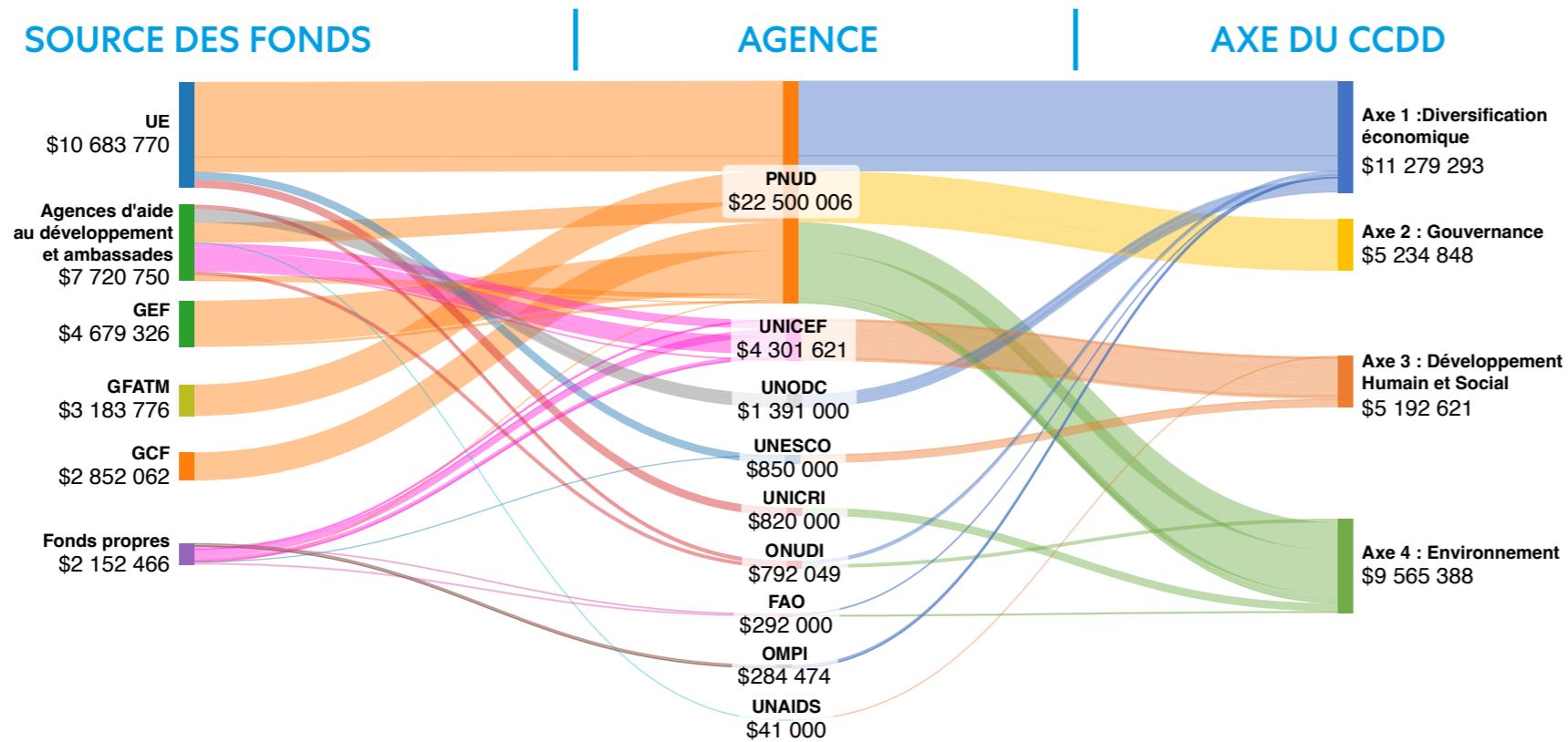
Pour le développement humain et social, environ 3 millions USD ont été mobilisés par l'UNICEF, concentrés sur la santé et l'éducation.

Dans le cadre de son programme « améliorer la qualité de l'éducation en Algérie », l'UNESCO a mobilisé 800 000 euros de l'Union Européenne.

Par ailleurs, un financement de plus de 11,7 Millions USD en provenance de fonds propres de plusieurs agences des Nations Unies ont également été attribués par leurs sièges pour appuyer la mise en œuvre du CCDD2023-2027 durant l'année 2023.

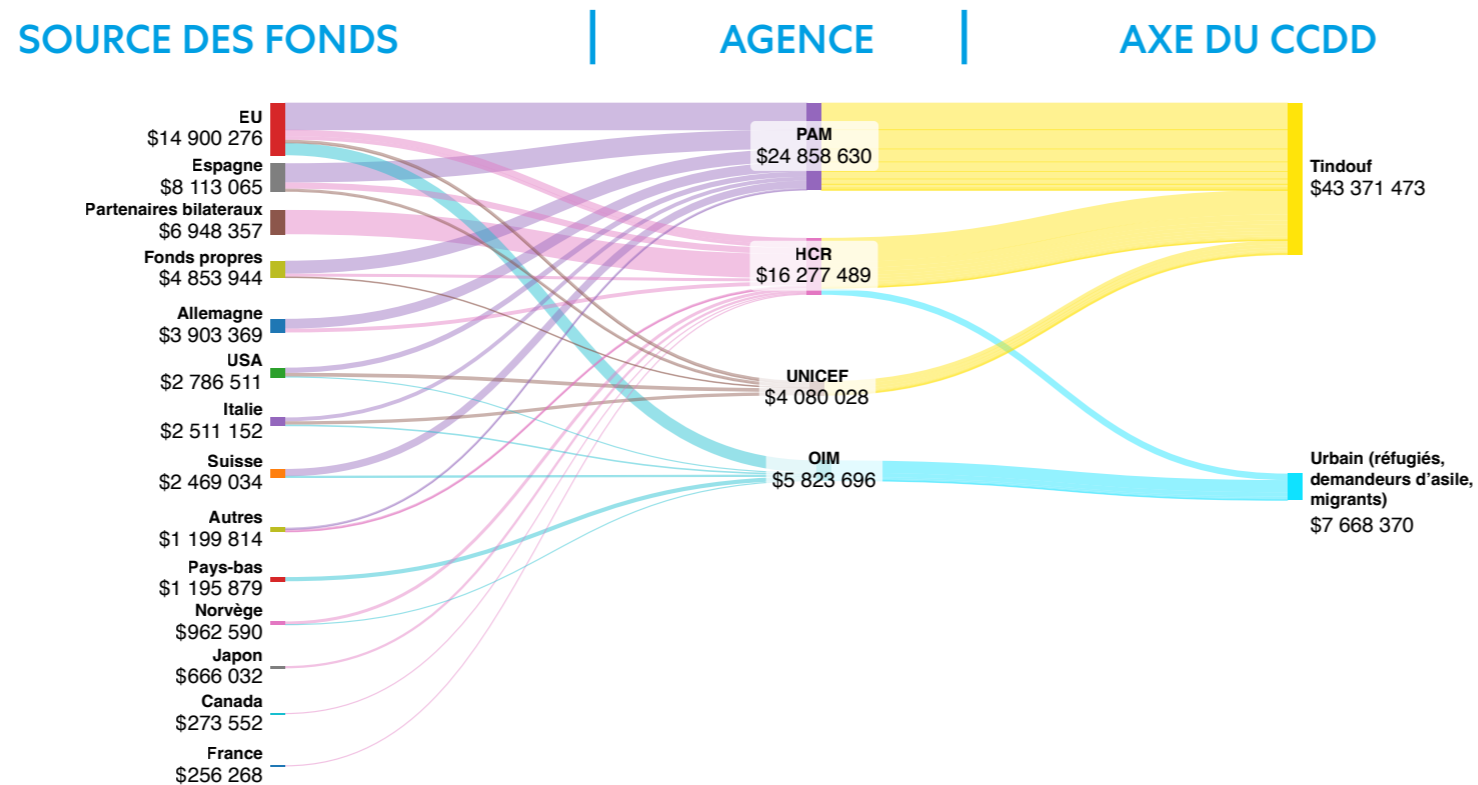
Plus de 50 millions USD ont par ailleurs été levés en 2023 pour l'opération humanitaire dans les camps de réfugiés près de Tindouf. En plus de ce montant, des fonds substantiels ont aussi été apportés par le Gouvernement Algérien pour répondre aux besoins des réfugiés.

Ressources mobilisées en 2023 pour les axes du CCDD 2023 - 2027 :



Total: \$ 31 272 150

Ressources mobilisées en 2023 pour les opérations humanitaires :



Total : \$ 51 039 843

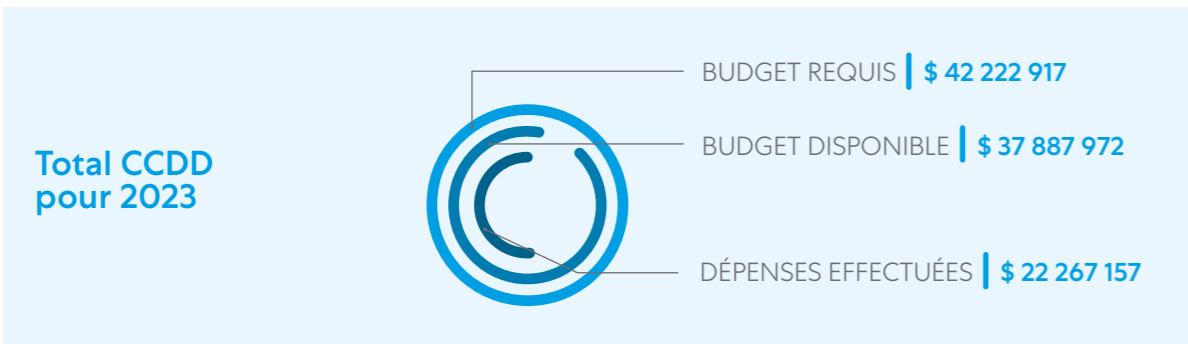
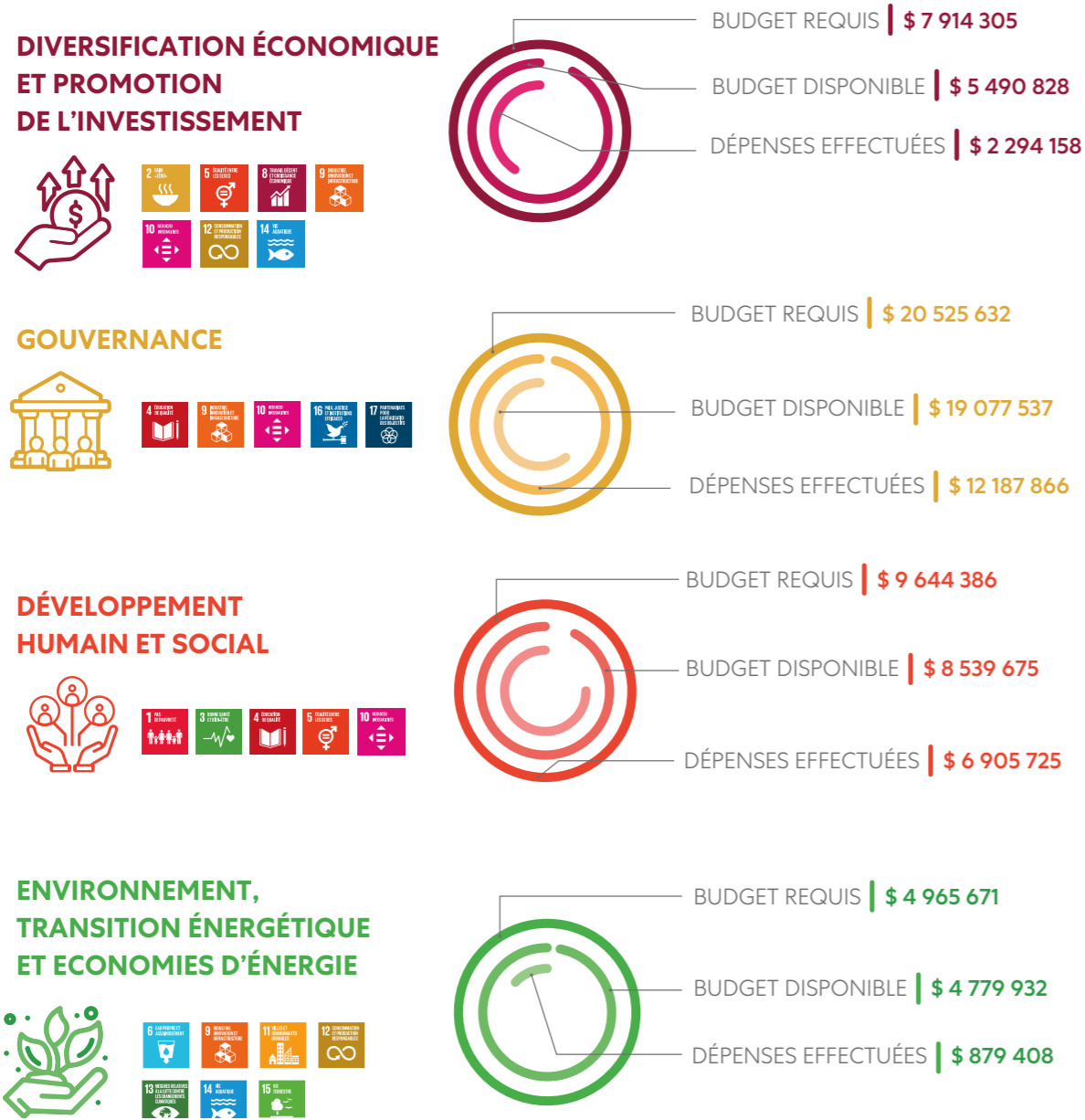
CHAPITRE

06

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES
ET FINANCIERS



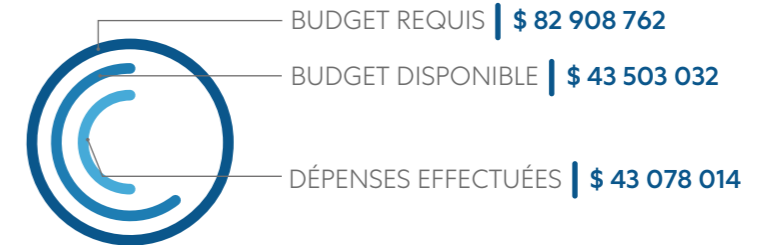
Budgets et dépenses par Axes du CCDD pour l'année 2023 :



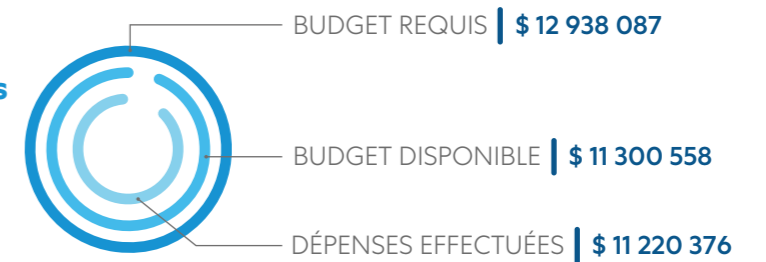
Budgets et dépenses pour l'humanitaire en 2023 :

HUMANITAIRE

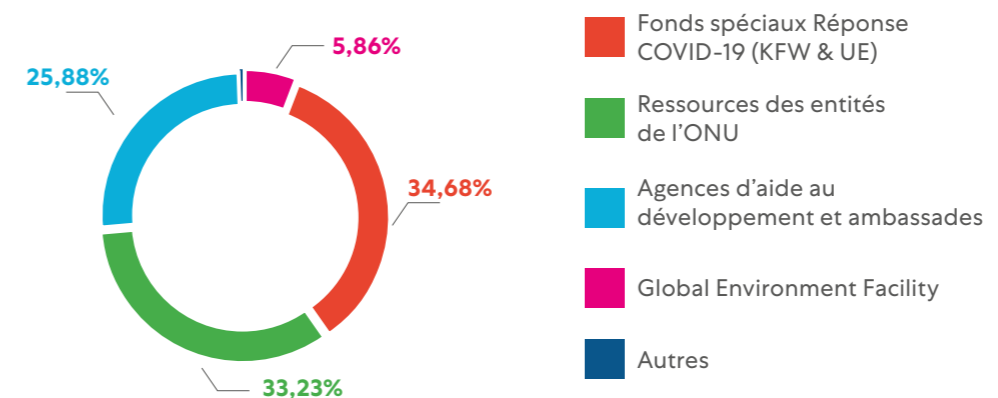
Appui aux réfugiés de Tindouf



Autres réfugiés, demandeurs d'asile, migrants



Sources des financements disponibles pour le CCDD en 2023 :



Budgets et dépenses par agence pour l'année 2023 :

Agences	Budget requis pour 2023	Budget disponible en 2023	Dépenses effectuées en 2023
FAO	\$ 1 707 681	\$ 1 707 681	\$ 712 748
FNUAP	\$ 825 157	\$ 717 307	\$ 180 350
HCR	\$ 43 839 087	\$ 19 295 828	\$ 19 167 628
OIM	\$ 7 007 762	\$ 7 007 762	\$ 7 007 762
OIT	\$ 5 087 000	\$ 2 919 000	\$ 1 488 000
OMPI	\$ 38 750	\$ 37 350	\$ 16 900
OMS	\$ 3 200 000	\$ 3 108 000	\$ 2 538 180
ONUDI	\$ 3 203 677	\$ 3 203 677	\$ 247 055
ONUSIDA	\$ 100 000	//	//
PAM	\$ 38 000 000	\$ 24 850 000	\$ 24 850 000
PNUD	\$ 17 413 458	\$ 17 413 458	\$ 10 906 781
UNESCO	\$ 396 407	\$ 337 868	\$ 247 868
UNICEF	\$ 13 099 787	\$ 9 176 165	\$ 7 669 609
UNICRI	\$ 225 000	\$ 109 261	\$ 109 261
UNODC	\$ 3 700 000	\$ 2 582 205	\$ 1 307 405
UNOPS	\$ 226 000	\$ 226 000	\$ 116 000
TOTAL GÉNÉRAL	\$ 138 069 766	\$ 92 691 562	\$ 76 565 547

Priorités 2024 :

En 2024, le SNU en Algérie se concentrera principalement sur le lancement de nouveaux projets structurants dans divers domaines prioritaires et sur la signature de nouveaux partenariats stratégiques pour renforcer le développement durable et la coopération avec le Gouvernement algérien. Ces initiatives couvriront des axes clés tels que les systèmes alimentaires durables, l'agriculture, l'énergie, la santé, l'éducation, l'emploi et le financement du développement, en visant à apporter des solutions concrètes et durables aux défis rencontrés.

Parallèlement, l'année 2024 marquera également le début de la mise en œuvre du Plan de réponse aux réfugiés sahraoui, une démarche humanitaire essentielle visant à répondre de manière coordonnée et efficace aux besoins des réfugiés sahraouis. Cette initiative représente un volet crucial des efforts humanitaires, soulignant l'engagement continu des Nations Unies à soutenir les populations vulnérables et à promouvoir des conditions de vie dignes pour tous.



CRÉDIT PHOTOS :

<https://unsplash.com>
<https://stock.adobe.com/>
<https://www.flickr.com/ilopictures>

ACRONYMES :

ADM	Approche de Développement des Marchés
AFD	Agence française de développement
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
ANADE	Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat
ANEM	Agence Nationale de l'Emploi
ANGEM	Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit
APA	Accès aux Ressources Génétiques et Partage des Avantages
APC	Assemblée Populaire Communale
AVRR	Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident
CATI	Centres d'appui à la Technologie et à l'Innovation
CBT	Cash Based Transfer
CEP	Champs Ecoles pour les Producteurs
CERF	Fonds Central d'Intervention d'Urgence
CESP	Centre d'Education et de Sensibilisation du Public
CFPA	Centre de Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
CLCPRO	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale
CNAC	Caisse Nationale d'Assurance Chômage
CNESE	Conseil National Economique, Social et Environnemental
CNUCC	Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique
COVAX	Vaccines Global Access 19-COVID
CR	Coordonnateur Résident
CRE	Clubs de Recherche d'Emploi
DARV	Dispositif d'Aide au Retour Volontaire
DGSN	Direction Générale de la Sûreté Nationale
DRIS	Division Ressources Informatiques et Simulations
EMIS	Système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement
EPI	Equipements de Protection Individuelle
ESCWA/CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
ESS	Economie Sociale et Solidaire
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FVC	Fonds Vert Climat
GCOM	Groupe Communication
GDO	Groupe des Operations
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
GTG	Groupe Transversal Genre
HISP	Health Information Systems Program
IA	Intelligence Artificielle
IDH	Indice sur le Développement Humain
INPV	l'Institut National de la Protection des Végétaux
IST/VIH-SIDA	infections sexuellement transmissibles / virus de l'immunodéficience humaine - Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise
KfW	Établissement de crédit pour la reconstruction - Banque d'aide au développement allemande
LNOB	Leave No One Behind
LTA	Long Term Agreement
MAE	Ministère des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MOOC	Massive Open Online Courses
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
MS	Ministère de la Santé

MSNFCF	Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme
NAME	Nomenclature Algérienne des Métiers
NRBC	Risques Nucléaires, Radiologiques, Biologiques et Chimiques
OA	Organismes d'Accréditation
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
OMS	Organisation Mondiale de Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONPLC	Organe national de prévention et de lutte contre la corruption
ONPPE	Organe National de Protection et de Promotion de l'Enfance
ONU FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OSC	Organisations de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plans de Développement Communaux
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNC	Plan National Climat
PNSP	Plan Stratégique National de Lutte contre le Paludisme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPMR	Plan de Prévention des Risques Majeurs
PSEA	Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
QPC	Question Prioritaire de Constitutionnalité
RCCE	Communication sur les Risques et l'Engagement Communautaire
RMNCAH	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Adolescente
RS	Résultat stratégique
RSI	Règlement Sanitaire International
SIS	Système d'Information Sanitaire
SNU	Système des Nations Unies
SR	Santé reproductive
SVDN	Système de Veille des Dispositifs Nationaux de Lutte Antiacridienne
TES	Transforming Education Summit
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UGTA	Union des Générales des Travailleurs Algériens
UNCT	Équipe Pays des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
UNICRI	Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNIP	Unité Nationale d'Information Passagers
UNODC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux Projets
VBG	Violence Basée sur le Genre
ZIPAMs	Zones d'Intérêts pour les Plantes Aromatiques et Médicinales



**NATIONS
UNIES**
ALGERIE



Copyright :

Rapport Annuel
des Nations Unies – Algérie 2024

Publié par le Système des Nations
Unies Algérie

41 Rue Mohamed Khoudi, El Biar,
Alger, Algérie

Copyright© 2024 SNU Algérie
Tous droits réservés

 web.facebook.com/UNALGERIA

 twitter.com/UNALGERIA

 algeria.un.org/fr